

Le théâtre jeunes publics en région : une zone sinistrée ?

Michelle Chanonat

Numéro 148 (3), 2013

Hors de Montréal, *point de salut* ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/70181ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (imprimé)

1923-2578 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Chanonat, M. (2013). Le théâtre jeunes publics en région : une zone sinistrée ? *Jeu*, (148), 79–87.

Hors de
Montréal,
point de salut ?

MICHELLE
CHANONAT

LE THÉÂTRE JEUNES PUBLICS EN RÉGION : UNE ZONE SINISTRÉE ?

Alors que les salles de spectacle ont poussé comme des champignons sur tout le territoire, des jeunes vivant dans certaines régions du Québec ne voient aucun spectacle durant leur scolarité. Quelques chiffres permettent de mieux situer l'ampleur des dégâts. Au Québec, toutes régions confondues, 47,9 % des enfants scolarisés au primaire ont accès à des spectacles donnés par des compagnies jeunes publics professionnelles. Pour les élèves du secondaire, le taux de fréquentation est de 36,7 %. Mais, chaque année, environ 60 % des élèves inscrits à l'extérieur des grands centres que sont Montréal et Québec ne voient aucun spectacle¹. Dans certaines régions comme l'Estrie, le Centre-du-Québec, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, le taux de fréquentation au primaire s'élève respectivement à 10,2 %, 16 % et 15 %. Au secondaire, on tombe à 2,9 % en Estrie, à 10,2 % en Mauricie, à 1,1 % en Abitibi-Témiscamingue et à 12,5 % au Saguenay-Lac-Saint-Jean².

L'OFFRE ET LA DEMANDE

En 1979, 14 compagnies de théâtre pour le jeune public existaient, elles sont 60 en 2011. Si le nombre de compagnies a augmenté, le nombre de représentations par spectacle a diminué, ce qui fait que les compagnies, pour maintenir leur niveau de diffusion, ont deux ou trois spectacles sur la route en même temps. De 2006 à 2010, le nombre de spectacles en tournée a augmenté de 60 %, mais le nombre moyen de représentations par production n'est que de 26,1. C'est dire que l'offre est diversifiée et pléthorique.

1. Source : *Vers une politique du théâtre professionnel pour les jeunes publics*, Conseil québécois du théâtre (CQT), février 2013.

2. Source : *Fréquentation du théâtre par les élèves du primaire et du secondaire du Québec dans le cadre des sorties scolaires*, CQT, juin 2009.

L'Arrière Scène, compagnie vouée à la création et à la diffusion jeunes publics, est installée au Centre culturel de Belœil depuis 1982.
© Marie-Annick Geffroy.



Aux temps héroïques (et pas si lointains), les compagnies tournaient dans les écoles et jouaient dans les gymnases ou les cafétérias, dans des conditions frisant parfois l'indécence, mais faisant les souvenirs les plus drôles ! Les équipes techniques montaient le décor, bien sûr, mais se chargeaient aussi de l'environnement du spectacle : faire le noir en accrochant des pendrillons sur les baies vitrées de la salle de sport, avoir son propre système de son et d'éclairage. L'autarcie complète était de mise ! Les commissions scolaires achetaient un spectacle pour toutes les écoles, et les compagnies donnaient alors allègrement une moyenne de 175 représentations par année.

À partir de la fin des années 70, l'émergence de diffuseurs spécialisés, comme les Gros Becs à Québec, la Maison Théâtre à Montréal et l'Arrière Scène à Belœil, a permis l'accueil des compagnies dans des salles de spectacle équipées professionnellement, ce qui a représenté un net progrès, surtout pour les directeurs techniques.

3. Les compagnies jeunes publics ne peuvent pas prétendre vendre leur spectacle à un prix « d'adulte ». Pourtant, les frais sont les mêmes : comédiens, techniciens, montage du décor, coûts de transport, etc. Bien sûr, dans le calcul du cachet, il faut prendre en compte le prix des billets, qui reste volontairement bas, mais on pourrait imaginer des dispositifs permettant de remédier à ce sous-financement d'un genre théâtral qui, douce ironie, est un des principaux ambassadeurs de la culture québécoise à l'étranger.

Chez les diffuseurs pluridisciplinaires, la réalité est très diverse. Si les réseaux de diffusion, comme le ROSEQ et Réseau Scènes, et la tenue annuelle de la Bourse RIDEAU ont considérablement stimulé la reconnaissance du métier, il reste que, dans certaines régions du Québec, les diffuseurs sont encore bénévoles et ne peuvent se consacrer à temps plein à leur fonction. Et si certains directeurs de salle sont de fidèles alliés de la cause du jeune public, d'autres en ont abandonné la programmation de spectacles. La rentabilité est souvent invoquée, ainsi que la difficulté d'installer une collaboration efficace avec les écoles. Le prix des billets (en moyenne 7,75 \$ au primaire et 11,75 au secondaire) et une jauge limitée rendent la programmation d'un spectacle jeunes publics particulièrement périlleuse pour l'équilibre budgétaire. Quand on sait que la plupart des compagnies, qui vendent leurs spectacles à des cachets plus que limités³, jouent à perte, on comprend pourquoi la passion reste la source essentielle de la motivation des troupes.



Moi moi moi de DynamO Théâtre, programmé par L'aventure T de Réseau Scènes en 2003-2004. © Robert Etcheverry.

De leur côté, les compagnies de théâtre pour le jeune public, dont la plupart n'ont pas de lieu de diffusion, ont développé au sein de leurs équipes des dispositifs efficaces pour organiser des tournées. Et ce ne sont pas les kilomètres qui les rebutent ! Certaines n'hésitent pas à envoyer des émissaires dans les régions pour rencontrer le diffuseur local et envisager une collaboration. Mais il reste que l'Abitibi, par exemple, est encore une forteresse imprenable... De plus, les artistes déploient des efforts louables pour soutenir les diffuseurs des régions et accompagner la programmation de leur spectacle : 43 % des compagnies ont déjà fait une résidence de création chez un diffuseur⁴. Elles proposent également des rencontres avec le public, conçoivent des documents pédagogiques destinés aux médiateurs pour les aider à préparer leurs élèves au spectacle, et bien d'autres activités de médiation culturelle.

4. Source : Andrée Garon, *les Compagnies québécoises de théâtre jeune public professionnelles : un portrait*, Théâtre Unis Enfance Jeunesse, 2011.

Le manque criant de ressources, humaines et financières, est régulièrement mis en avant par les diffuseurs et les compagnies. Tout comme l'absence d'une volonté politique, qui viendrait du ministère de la Culture et des Communications (MCC) et de celui de l'Éducation (MELS), pour soutenir les diffuseurs pluridisciplinaires dans la programmation de spectacles pour le jeune public – ce qui n'est toujours pas le cas aujourd'hui – mais aussi dans leur relation avec les écoles et dans leurs activités de développement de public. Pourtant, il existe un protocole d'entente entre les deux ministères depuis 1997, qui suggère de « travailler dans un esprit de collaboration et de coopération. Ainsi, la valorisation de l'éducation artistique en milieu scolaire et l'accès à la culture se tailleront une place importante au sein du réseau d'éducation de la société québécoise⁵ ». Ce protocole était assorti d'une table de concertation Culture-Éducation, « chargée de mettre en œuvre la vision commune des ministères⁶ » et de rechercher des solutions en ce qui a trait au financement des sorties et des activités connexes. Seize ans plus tard, le CQT cherche toujours les chaises pour asseoir à cette fameuse table les principaux concernés...

SOUTENIR LES ENSEIGNANTS

Dans un monde idéal, l'école serait le premier lieu de sensibilisation aux arts de la scène, et chaque classe verrait au moins un spectacle par année scolaire. Mais, quand on est un ado vivant à Val-d'Or ou à Coaticook, c'est loin d'être le cas.

Comment développer la fréquentation scolaire ? Si des aides financières aux écoles seraient les bienvenues, elles ne suffiront pas. La motivation des enseignants ne s'achète pas, alors qu'elle est essentielle si l'on veut encourager la présence des arts à l'école. École qui est à elle seule une entreprise de démotivation : en effet, organiser une sortie scolaire demande temps et courage aux professeurs, qui doivent parcourir un long chemin encombré de paperasseries et d'autres tracasseries administratives, le plus souvent en dehors de leurs heures de travail. De plus, ils ne sont pas tous familiers avec le théâtre, puisqu'au cours de leur formation, cette discipline reste terriblement négligée, pour ne pas dire absente⁷. Les enseignants passionnés vont transmettre leur passion, mais les autres ? On ne peut plus permettre cette loterie et admettre que l'éducation à l'art soit facultative ou le fruit de la bonne volonté d'un enseignant convaincu. Inclure une sensibilisation et une initiation à la pratique des arts lors de la formation des professeurs serait sans aucun doute une première étape... Mais, depuis combien de temps les compagnies de théâtre réclament-elles ce complément de formation pour le corps enseignant ? À ce stade, on appelle ça crier dans le désert.

Ensuite, il faudrait organiser et faciliter la visite d'artistes à l'école, qui viendraient donner des ateliers de pratique artistique sur une base régulière. Une visite de 55 minutes d'un comédien venu présenter une pièce, ce n'est pas suffisant pour allumer les jeunes; il faut leur proposer d'expérimenter par eux-mêmes. Dans les classes qui reçoivent des ateliers, les jeunes se montrent plus attentifs aux autres cours, ils découvrent le plaisir de venir à l'école, et toute leur scolarité s'en ressent, puisque c'est leur regard sur l'école qui change. L'école peut devenir un lieu où l'on « s'éclate » ! C'est donc un bénéfice pour tous, particulièrement pour les décrocheurs en puissance. Je me souviens de cette jeune fille, rencontrée lors d'un atelier d'écriture dramaturgique donné une fois par semaine, qui disait : « Avant l'atelier, je détestais l'école, mais maintenant, je viens avec plaisir. » Fréquenter les arts de la scène peut être une arme efficace dans la lutte contre le décrochage scolaire ! Ce n'est pas juste une lubie d'artiste, c'est d'éducation qu'il s'agit, de méthodes pédagogiques différentes. Il est intéressant de constater que, chez bon nombre d'artistes, le contact avec l'art s'est fait grâce à une activité scolaire qui a changé leur vie.

5. Source : *Vers une politique du théâtre professionnel pour les jeunes publics*, CQT, février 2013.

6. *Ibid.*

7. Il en est de même pour les étudiants dans certaines écoles de théâtre, à qui l'on ne parle pas du théâtre jeunes publics, pourtant gros fournisseur d'emploi pour les jeunes finissants...



Baobab de la Compagnie Motus, programmé par L'aventure T de Réseau Scènes lors des saisons 2008-2009 et 2009-2010. © Robert Etcheverry.



« Le péril jaune », l'autobus scolaire, engouffre une large part du budget des sorties culturelles.

L'autobus scolaire – le péril jaune, comme l'appellent les équipes d'accueil des théâtres –, accessoire essentiel de la sortie scolaire en région, grève le budget réservé aux sorties culturelles. Le programme Culture à l'école, mis en place par les commissions scolaires, peut aider à en couvrir les frais, mais c'est un travail supplémentaire – et compliqué ! – pour l'enseignant. Ainsi, la Rencontre Théâtre Ados, à Laval, réalise elle-même les dossiers de demande à Culture à l'école, à la place des professeurs, en accord avec la Commission scolaire. Voilà un bel incitatif pour les enseignants, qui allège la « tâche » de sortir la classe, mais qui plombe la charge de travail de l'organisme culturel... Cela va dans le sens des propositions du CQT pour faciliter la sortie scolaire, qui préconise que l'organisation et la gestion du programme Culture à l'école soient confiées aux organismes culturels professionnels.



La sortie culturelle ne devrait pas dépendre de la motivation de l'enseignant : elle doit s'inscrire dans un cursus scolaire. L'idée de rendre la sortie culturelle obligatoire a fait couler beaucoup de salive et d'encre dans le milieu artistique, notamment aux derniers États généraux du théâtre, organisés par le CQT en 2007. Mais il semblerait que cette résolution soit restée un vœu pieux. Il ne s'agit pas de faire en sorte que la culture devienne une autre matière à enseigner, mais de donner aux enfants une culture générale, de leur permettre de développer une sensibilité artistique, un sens critique dont ils auront bien besoin par la suite... À moins que les citoyens cultivés ne soient considérés comme plus dangereux que les autres, moins avaleurs de couleuvres ?

DEUX MODÈLES INSPIRANTS

Si certains diffuseurs régionaux pensent qu'une programmation pour le jeune public peut se suffire de productions comme *Toupie et Binou* ou *Fredo le magicien*, d'autres, armés de leur courage et de leur foi, se battent depuis des années pour que des jeunes de leur coin puissent voir des spectacles de qualité. Deux exemples inspirants, au Saguenay–Lac-Saint-Jean et à Mont-Laurier, montrent qu'avec un peu de bonne volonté et beaucoup de persévérance, on peut changer un petit bout du monde.

Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, la mise en place du Programme Culture Éducation Saguenay (PCES) en 2000 répondait à la volonté de permettre une meilleure accessibilité à la vie artistique et culturelle pour les élèves. Il regroupe 49 écoles primaires et 8 écoles secondaires de la région. Financé par la Ville de Saguenay et deux commissions scolaires, le PCES est chargé de favoriser les contacts entre les commissions scolaires, les comités culturels et les diffuseurs. Il prend également en charge l'organisation logistique et administrative des sorties culturelles, depuis le financement du transport jusqu'à la facturation des écoles, en passant par la réalisation d'activités culturelles en classe, ce que les professeurs et les diffuseurs apprécient grandement. En 2009-2010, 17 333 jeunes spectateurs ont bénéficié de ce dispositif pour une sortie au théâtre ou au musée⁸.

À Mont-Laurier, Christine Bellefleur, coordonnatrice de Muni-SPEC, le diffuseur municipal, a décidé de concentrer ses efforts sur le développement du jeune public. Avec la Commission scolaire Pierre-Neveu (CSPN), qui regroupe 24 établissements et couvre un territoire de 100 km², elle a mis en place des stratégies de financement et un comité

8. Source : *Étude de quatre modèles de réussite en fréquentation des arts de la scène par les élèves du primaire et du secondaire dans le cadre de sorties scolaires*, CQT, janvier 2012.



Le Bain du Théâtre Bouches Décousues, programmé par L'aventure T de Réseau Scènes en 2002-2003, notamment à Mont-Laurier, par l'intermédiaire du diffuseur Muni-SPEC, sous la houlette de Christine Bellefleur. Sur la photo : Julie McClemens. © Rolline Laporte.



culturel chargé de faciliter la fréquentation scolaire. À l'aide de deux programmes, L'Aventure T, proposé par Réseau Scènes, destiné aux élèves du primaire et qui leur permet de voir deux spectacles par an, et Transit T, mis en place par Muni-SPEC pour les élèves du secondaire, les élèves de la CSPN auront vu 19 spectacles pendant leur scolarité. Réservation, logistique et paiement des services sont désormais assumés par la CSPN, tâches dont le diffuseur s'est acquitté pendant de nombreuses années. Une contribution parentale est demandée en début d'année, mais la Commission scolaire assume celle des enfants particulièrement défavorisés. Ainsi, le principe d'égalité et de l'accès démocratique est respecté.

Au cours de la saison 2009-2010, 2 243 élèves du primaire et 1 876 élèves du secondaire ont été accueillis chez le diffuseur, ce qui couvre 100 % de la clientèle des 5 à 18 ans. Un bilan dont Christine Bellefleur peut être très fière, elle qui a démontré une ténacité incroyable pour tisser ce maillage entre les différents partenaires du projet.

ET, POUR NE PAS CONCLURE...

Au-delà de l'accessibilité à la culture et aux arts, il s'agit d'un problème de société. La culture, c'est l'affaire de tous. Quelle place lui réserve-t-on à la télévision, par exemple ? Quelle place lui accorde-t-on dans les discours politiques des candidats aux diverses élections ? Lors des dernières campagnes, combien de fois le mot « culture » a-t-il été prononcé ? Dans une nation où le terme « intellectuel » est employé parfois comme une insulte, la culture générale est considérée comme superflue. Tel qu'on a pu le lire dans *La Presse*, 35 % des jeunes Québécois de 15 à 35 ans sont des analphabètes fonctionnels, c'est-à-dire tout juste capables « d'envoyer un texto⁹ ». En stimulant la lecture, l'accessibilité à l'art et l'apprentissage d'une pratique artistique, c'est la curiosité intellectuelle qui est valorisée. « Un peuple instruit jamais ne sera vaincu », promettaient les slogans du Printemps érable. Mais, un peuple instruit et cultivé risque de développer un esprit critique. Risque d'analyser ce qu'on lui sert à titre d'information comme de la manipulation. Risque d'être plus difficilement gouvernable...

Et si, comme le prétend le metteur en scène allemand Thomas Ostermeier, on nous servait la crise pour nous faire accepter l'inacceptable ? ■

9. Pierre Foglia, *La Presse*,
13 mai 2013.